

Loi des Finances

Comparaison n'est pas raison ou des chiffres à gogo pour les gogos !

- Editorial -

Date de mise en ligne : jeudi 20 octobre 2011

Madagascar-Tribune.com

Mon ami Patrick [a fait état hier](#) de certains chiffres et arguments avancés par l'ex-Ministre des finances et du budget (MEFB) lors de la présentation du projet de budget 2012.

Que mon ami Hery fasse un peu de politique, rien de plus louable, et cela fait partie de ses fonctions. Toute fonction ministérielle comporte un volet politique ; encore faut-il que cela ne soit pas uniquement de la politique politicienne, comme on dit vulgairement.

Mais quand lui-même et ses techniciens avancent des comparaisons hasardeuses, l'on se demande si l'exercice n'est pas plutôt destiné à Rajoelina et à ses conseillers pas compétents en économie, dans la perspective d'un changement de gouvernement, que dans un souci réel de présenter un budget de la Nation.

Endettement

Le mot est à la mode depuis quelque temps. Les agences de notation n'arrêtent pas de scruter les finances publiques et en particulier l'endettement des États européens. Voilà ce que disait notre MEFB le 12 octobre : "*le taux d'endettement de Madagascar est d'environ 25%, contre plus de 100% aux USA et de l'ordre de 80% en France*". On parle bien ici du pourcentage par rapport au produit intérieur brut (PIB). Pour la petite histoire, on aurait pu rajouter que, depuis des années, le taux d'endettement du Japon dépasse largement les 140% de son PIB, ou que celui de l'Espagne est moindre que celui de la France. Or les agences de notation viennent d'abaisser la notation de l'Espagne mais n'ont jamais mis en cause celle du Japon. Ce que les agences de notation regardent, ce n'est pas la dette brute, mais la capacité à rembourser cette dette sans mettre en péril l'équilibre macroéconomique d'un pays.

Plusieurs indicateurs tels que les perspectives de croissance, le taux d'épargne, la fiscalité... sont intégrés dans ces analyses. Le Japon n'a jamais eu de note dégradée car l'on connaît le fort taux d'épargne dans ce pays. L'endettement brut du Japon est inférieur au volume des épargnes des japonais. Donc, si vraiment les japonais avaient des difficultés financières, un appel à l'épargne suffirait à effacer la dette. Je ne parle même pas de la balance du commerce extérieur qui est excédentaire depuis des décennies.

Pour donner une image plus simple, il faudrait comparer le Japon à un ménage qui a un revenu de 100 (PIB), endetté à hauteur de 140 (dettes), mais qui a une épargne de 160, et en plus, des perspectives de croissance (donc d'une augmentation du PIB) positives. En effet, on peut épargner tout en s'endettant quand c'est plus intéressant, par exemple lorsque le taux d'emprunt est faible par rapport au taux que rapporte l'épargne. Les taux sont faibles car les emprunteurs sont sûrs qu'il n'y aura pas de défaillance, c'est-à-dire, il y a moins de risque d'insolvabilité.

Sans aller plus en avant dans la technique, et en étant toujours dans l'allégorie, notre pays serait comme un ménage qui a un revenu de 100 (PIB), endetté à hauteur de 25 (dettes brutes), avec 0 épargne et dont les perspectives de croissance (y compris l'instabilité politique récurrente) sont plus que négatives. Vous voyez bien qu'avant de prêter de l'argent à notre pays, le bailleur va y réfléchir à deux fois. S'il vous faut 100 pour survivre, comment allez-vous rembourser votre dette de 25, alors que vous n'avez qu'un revenu de 100 ?

Et encore, on se vante d'être endetté à hauteur de 25 alors que le pays a bénéficié des mesures d'effacement effectif de dettes en 2007/2008.

Réserves en devises

Tant qu'à parler de réserves en devises, il ne doit y avoir que Rajoelina qui pourrait être impressionné par le chiffre avancé de un milliard de dollars. Patrick a dit hier que cela ne représente que deux mois et demi d'importation. Au regard du déficit chronique de la balance commerciale de notre pays, on devrait s'alarmer au lieu de se gausser d'un tel chiffre. En effet, il suffit d'imaginer (bon j'avoue c'est difficile à croire, mais on ne sait jamais) une relance de l'économie après un apaisement politique. Comme notre pays a un déficit chronique de sa balance commerciale, une relance économique entraînerait de facto une forte hausse des importations. Mais comme on n'a pas assez de devises pour payer les importations, il faudra "emprunter" pour y arriver. Mais si on emprunte, on creuse la dette et le cycle infernal va repartir (y compris une inflation importée non maîtrisable).

En résumé, la présentation du projet de budget relevait plus d'un show politique que d'une véritable présentation de budget avec sa stratégie, ses objectifs et les moyens pour les atteindre. Il faut dire aussi, à la décharge de l'équipe du MEFB, que ce n'est pas avec des représentants non élus du CT ou du CST que l'on pourrait faire une présentation honnête et constructive d'un projet de budget. Les membres de ces pseudo-institutions sont actuellement en train de se battre pour garder leur place, et dans ce cas, le budget du pays est certainement le dernier de leur souci.

Il y a actuellement une sorte de consensus pour admettre que pour 2012, l'économie mondiale va encore se trouver dans des tourbillons dont personne ne mesure encore les conséquences terribles, surtout pour les pays pauvres. Les mauvaises nouvelles commencent à tomber en ce mois d'octobre 2011 : révision à la baisse de la croissance mondiale, baisse des exportations chinoises en septembre et octobre, baisse de la croissance chinoise, abaissement de la notation de l'Espagne, après celles de la Grèce et de l'Italie, ...

Pour ceux qui s'intéressent à l'économie, lisez les ouvrages ou les articles des deux personnes (Christopher A. Sims, Thomas J. Sargent) récemment couronnés par le Nobel. C'est très instructif pour pouvoir comprendre un certains nombres de mécanismes économiques qui régissent en fait notre vie de tous les jours. Je vous rappelle qu'il ont été récompensés pour leurs travaux sur les impacts des données macroéconomiques (PIB, dettes, inflation, stabilité monétaire,,,,,) sur l'économie des pays.